

Date de l'épreuve : Vendredi 10 décembre 2021

Nature de l'épreuve : Pratique et/ou Théorique

Durée de l'épreuve : 2 heures

Documents autorisés : Aucun

Les téléphones portables et autres appareils de communication doivent être *éteints* et déposés avec les affaires personnelles de l'étudiant. **Toute sortie est définitive**, excepté en cas de *force majeure*, et l'étudiant doit obligatoirement rendre sa copie avant de quitter la salle. La pause « toilettes » n'est pas un cas de *force majeure*, sauf certificat médical en sens contraire.

1. Exercice – 8 points

Considérez une économie fermée caractérisée par :

$$C = 90 + 0,6(Y-T) \quad I = 50 + 0,1Y - 600i \quad G = 100 \quad T = 100$$

$$Md = 0,1 \times \frac{Y}{i} \quad Ms = 400$$

1.a. Déterminez l'expression de la courbe IS et de la courbe LM. Représentez-les graphiquement.

1.b. Trouvez les valeurs d'équilibre pour le revenu (Y) et le taux d'intérêt (i). Déterminez aussi le montant de l'investissement (I).

1.c. Le gouvernement souhaite relancer la croissance économique avec une politique budgétaire expansionniste en créant un déficit de 30. Deux scénarios sont envisagés :

Une politique budgétaire expansionniste par une augmentation des dépenses publiques ($G = 130$ et $T = 100$).

Une politique budgétaire expansionniste par une diminution des prélèvements obligatoires ($G = 100$ et $T = 70$).

1.c.1. Calculez les valeurs d'équilibre pour le revenu (Y), le taux d'intérêt (i) et l'investissement (I) pour les deux scénarios.

1.c.2. Comparez les résultats. Expliquez pourquoi les résultats sont différents. Si l'objectif du gouvernement est d'augmenter au plus le revenu (Y), quel scénario doit-il adopter ?

1.d. Le gouvernement décide de mettre en place une politique budgétaire par une diminution des prélèvements obligatoires ($G = 100$ et $T = 70$). Il observe qu'un effet d'éviction se produit si cette politique budgétaire expansionniste est mise en place. Pour compenser les conséquences de l'effet d'éviction, le gouvernement décide de mettre en place une politique

monétaire pour que le taux d'intérêt reste stable par rapport à la situation initiale ($G = 100$ et $T = 100$).

1.d.1. Représentez graphiquement la politique budgétaire expansionniste et la politique monétaire nécessaire pour garder le taux d'intérêt (i) stable par rapport à la situation initiale ($G = 100$ et $T = 100$).

1.d.2. Calculez la nouvelle offre de monnaie (M_s) qui permet de garder le taux d'intérêt stable par rapport à la situation initiale ($G = 100$ et $T = 100$).

2. Questions de cours – 4 points

2.a (2 points) Imaginez un pays où la croissance annuelle du PIB est de 3%, l'inflation est de 2% et les taux d'intérêt sur les emprunts d'état sont de 3%. La dette du pays, rapportée au PIB est de 75% (soit 0,75). Calculez le solde primaire stabilisant pour cette économie.

2.b (1 point) Expliquez la différence entre le PIB et le PNB.

2.c (1 point) Expliquez la différence entre l'indice des prix à la consommation et le déflateur du PIB.

3. Lecture d'article – 8 points

Lisez l'article ci-après (« Attention au mirage de l'inflation ») et répondez aux questions suivantes :

3.a – (1 point) – « En zone euro [...] la hausse de 4,1 % sur un an enregistrée en octobre constitue un plus haut depuis treize ans. ». Quelle est la cible d'inflation fixée par la BCE ? Avant la crise du COVID (2018 et 2019), cette cible était-elle atteinte ?

3.b – (2 points) – « Si un peu d'inflation n'est pas mauvais, la vigilance est de mise ». En quoi « un peu d'inflation » peut-il être une bonne chose ? Inversement, pourquoi « la vigilance est-elle de mise », c'est-à-dire pourquoi s'inquiéter du fait que l'inflation soit trop forte ?

3.c – (1 point) – Quels outils de politique macroéconomique peuvent-ils être mis en œuvre pour réduire l'inflation ?

3.d – (2 points) – « Agir trop tôt pour prévenir les menaces inflationnistes risquerait de casser une croissance ». Utilisez les modèles théoriques du cours pour expliquer comment une politique visant à réduire l'inflation peut impacter la croissance économique.

3.e – (2 points) – « La formation d'une boucle entre la hausse des prix et celle des salaires aurait des effets économiques et politiques aux conséquences incontrôlables ». Utilisez les modèles théoriques du cours pour expliquer comment une hausse des prix peut devenir incontrôlable.

Attention au mirage de l'inflation

Editorial du « Monde ». Publié le 16 novembre 2021

Pendant des années, la plupart des économies avancées se sont lamentées sur la disparition de l'inflation. Malgré la croissance, une situation de plein-emploi dans la grande majorité d'entre elles et des taux d'intérêt à des niveaux historiquement bas, les indices de prix restaient désespérément atones. A ce moment de la crise pandémique, la forte reprise fait enfin sortir l'inflation de sa torpeur. La question est de savoir jusqu'à quel point.

C'est aux Etats-Unis que la tendance est la plus nette. En octobre, les prix se sont envolés de 6,2 % sur un an. Du jamais-vu depuis novembre 1990. En zone euro, le rebond est pour le moment moins spectaculaire, mais la hausse de 4,1 % sur un an enregistrée en octobre constitue un plus haut depuis treize ans.

Dans un premier temps, économistes, banquiers centraux et dirigeants politiques ont affirmé que le phénomène était transitoire. Le rebond spectaculaire enregistré depuis la généralisation de la vaccination contre le Covid-19 a provoqué une désorganisation des circuits d'approvisionnement. L'offre ayant du mal à s'ajuster à la demande, des goulets d'étranglement se forment et tirent les prix à la hausse. Energie, matières premières, biens intermédiaires, difficultés de recrutement : les déséquilibres se multiplient, mais devraient se résorber progressivement, expliquent-ils. Voire !

Depuis le déclenchement de cette crise, rien ne se passe comme prévu. La pandémie devait provoquer une explosion du chômage et une avalanche de faillites. Ni l'une ni l'autre n'ont eu lieu. Sur l'inflation, le ton rassurant d'il y a six mois n'est déjà plus de mise. Les banques centrales admettent désormais que la transition sera plus longue qu'anticipée.

Demande de rééquilibrage

Il est encore trop tôt pour dire si le provisoire a vocation à durer. Si un peu d'inflation n'est pas mauvais, la vigilance est de mise. La formation d'une boucle entre la hausse des prix et celle des salaires aurait des effets économiques et politiques aux conséquences incontrôlables.

Aux Etats-Unis, les rémunérations sont déjà clairement orientées à la hausse, tandis qu'en Europe la flambée des prix de l'énergie commence à nourrir des revendications dans le même sens. Dans la plupart des pays de l'OCDE, depuis des décennies, les salaires réels progressent moins vite que la productivité, aboutissant à une déformation du partage de la valeur ajoutée au profit du capital. La demande d'un rééquilibrage n'a jamais été aussi forte.

Celle-ci est légitime pourvu que l'on n'assiste pas au même scénario que dans les années 1970, lors du premier choc pétrolier, qui a débouché sur une période de stagflation mêlant ralentissement de la croissance et forte augmentation des prix et des salaires. Certes, celle-ci avait permis à toute une génération d'emprunteurs d'accéder plus facilement à la propriété en allégeant le coût des mensualités de remboursement.

Rien ne dit que les mêmes effets redistributifs se reproduiraient aujourd'hui : les prix de l'immobilier sont beaucoup plus hauts, empêchant quantité d'emprunteurs d'entrer sur le marché. En revanche, l'histoire a montré qu'une inflation durable provoque à la fois une érosion du pouvoir d'achat, dont les premières victimes sont les revenus les plus faibles, et une perte de valeur de la monnaie qui ronge l'épargne.

La ligne de crête est périlleuse. Agir trop tôt pour prévenir les menaces inflationnistes risquerait de casser une croissance chèrement acquise grâce à des politiques budgétaires inédites. Laisser courir la hausse des prix mènerait à un mirage dont les effets pourraient être tout aussi douloureux.

